

RAPPORT

ANNUEL

2022-2023

RAPSIM
Réseau d'aide aux personnes seules
et itinérantes de Montréal



Bilan des activités 2022-2023
www.rapsim.org

Rédaction : L'équipe du RAPSIM

Conception graphique : Samuel Alexis Communications

Photos : © RAPSIM

En 2022-2023, le RAPSIM était membre de :



TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA PRÉSIDENCE	04
RÉGIE INTERNE	05
REPRÉSENTATION POLITIQUE	08
VIE ASSOCIATIVE	15
CONCERTATION	29
COMMUNICATIONS	35

MOT DE LA PRÉSIDENCE

Encore une autre année pour faire reconnaître l'action communautaire autonome!

Chères, chers membres,

Encore cette année, la pertinence de notre regroupement a su être démontrée de manière évidente. Que ce soit sur le dénombrement, l'arrivée de l'accès coordonné, nos interventions liées à la santé qui affectent nos différentes communautés ou nos revendications concernant les réalités inhérentes à la grande pauvreté ainsi qu'aux inégalités sociales. Aujourd'hui, plus que jamais, il devient important de maintenir le cap sur l'apport des organismes communautaires et de reconnaître le travail de nos membres ainsi que l'action communautaire autonome comme piliers dans la lutte à l'injustice sociale.

Les politiques actuelles sont stigmatisantes et discriminatoires. Elles façonnent les services sociaux, de santé et de justice et entraînent d'importantes conséquences néfastes pour les personnes en situation d'itinérance. Nous devons poursuivre nos actions, prendre en considération toutes ces injustices sociales et maintenir notre engagement afin d'apporter plusieurs réponses toujours en phase avec l'amélioration de la qualité de vie et le respect des droits des personnes.

Je désire remercier l'ensemble des collaborateur·rices, membres du conseil d'administration, employé·es, partenaires et allié·es pour leur dévouement auprès des personnes en situation d'itinérance. Merci également à nos bailleurs de fonds, votre apport est essentiel pour nous permettre une mobilisation forte et soutenue.

Merci à nos membres, votre implication est indispensable pour nous permettre de répondre à vos besoins. Vous êtes notre raison d'être.

Bonne lecture à toutes et à tous,

Solidairement,

Martin Pagé
Président du RAPSIM

RÉGIE INTERNE

Équipe de travail

Au cours de l'année, le RAPSIM a accueilli dans son équipe Jérémie Lamarche, Maryane Daigle et Tsanta Sen Chen à titre d'organisateur·ices communautaires. Nous souhaitons remercier Catherine Rainville pour sa contribution à l'action du RAPSIM à titre d'organisatrice communautaire pour la période de juin à septembre 2022.

Comme prévu, notre équipe est passée à 6 personnes à temps plein cette année, nous permettant ainsi de mieux répartir la charge de travail relative à notre plan d'action 2022-2025. Les financements par projet en cours et les affectations des dernières années nous permettront de faire face à l'augmentation de la masse salariale à court terme. Mais afin de maintenir une équipe suffisante sur le long terme, une augmentation de notre financement est nécessaire dès 2024. Des représentations en ce sens sont en cours.

Direction

ANNIE SAVAGE

Responsable des dossiers:

- Comité régional de délégué·es des regroupements en santé et services sociaux
- Rehaussement PSOC
- Comité de coordination du Plan concerté montréalais en itinérance 2021-2026

Organisation communautaire

JOANNIE VEILLEUX

Responsable des dossiers:

- Logement
- Chantier ADS+ du plan d'action 2022-2025 du RAPSIM

CATHERINE MARCOUX

Responsable des dossiers:

- Logement
- Accès coordonné

MARYANE DAIGLE

Responsable des dossiers:

- NSA MTL 2022
- Revenu
- Chantier ADS+ du plan d'action 2022-2025 du RAPSIM

JÉRÉMIE LAMARCHE

Responsable des dossiers:

- NSA MTL 2022
- Judiciarisation et droit de cité
- Chantier *Place des personnes premières concernées* du plan d'action 2022-2025 du RAPSIM

TSANTA SEN CHEN

Responsable des dossiers:

- Santé
- Chantier *Place des personnes premières concernées* du plan d'action 2022-2025 du RAPSIM

Stagiaires du Baccalauréat en travail social de l'UQAM

Durant la session d'hiver 2023, le RAPSIM a accueilli une équipe de quatre stagiaires en travail social dans le cadre de leur cours d'initiation à l'action communautaire. Une fois par semaine, l'équipe s'est réunie au RAPSIM ou en ligne pour mettre en place un projet de sensibilisation aux enjeux de l'itinérance visant la communauté uqamienne. Après de longues heures de travail impliquant recherche, collecte de données, affichage et entrevues avec différentes personnes, l'équipe a construit le feuillet d'information *Dehors de dehors : Droit de cité? Droit d'exister!* qui a été diffusé sur les réseaux sociaux du RAPSIM et sur son site web. Merci à **Anne**, **Marjorie**, **Marie-Ève** et **Frédérique** pour leur apport au travail du RAPSIM.

Notre mission

Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) est le regroupement montréalais en itinérance. Il est d'ailleurs la plus importante concertation régionale en itinérance au Québec. Depuis 1974, il défend les droits des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Il regroupe plus d'une centaine d'organismes qui travaillent auprès de ces populations : ressources d'hébergement, centres de jour et de soir, logements sociaux avec soutien communautaire ainsi que diverses ressources actives en travail de rue et de milieu, en santé mentale, en réduction des méfaits, en insertion socioprofessionnelle et en aide alimentaire. Son action s'appuie sur une équipe de travail ainsi qu'un conseil d'administration engagé. Elle est alimentée, de façon continue, des expériences et réflexions de ses membres. Les interventions du RAPSIM interpellent les trois paliers gouvernementaux.



Événement de pensée systémique « Habiter la rue : repenser notre réponse à l'itinérance » (voir page 29)
Crédits photo : Caroline Leblanc



Priorités stratégiques et revendications transversales du RAPSIM

Les priorités stratégiques 2022-2025 identifiées par les membres ont guidé nos actions tout au long de l'année. Celles-ci servent à soutenir **les REVENDICATIONS transversales du RAPSIM** qui sont les suivantes :

- Une lutte à l'itinérance qui permet de prévenir et réduire l'itinérance à travers une multiplicité d'actions pour répondre à des besoins qui sont variés ;
- Le développement de réponses locales et adaptées aux besoins identifiés par territoire ;
- Le respect de l'autonomie des groupes et de leurs processus démocratiques ;
- Une transparence et des processus équitables dans l'orientation, l'attribution et la reddition de compte des fonds publics ;
- Un financement global, récurrent, à la hauteur des besoins et permettant une diversité de réponses adaptées aux besoins et réalités des différentes populations ;
- Le développement de continuums de réponses adaptées à la réalité et aux besoins des différentes populations ;
- Des conditions de vie dignes et respectueuses pour les populations itinérantes ou à risque de le devenir et la reconnaissance de leur droit de cité.

Une reconnaissance de l'ampleur de l'itinérance des femmes, de leurs réalités et besoins spécifiques en termes de réponses, ainsi que la nécessité de prévoir les financements en conséquence.

Notre financement

Le RAPSIM bénéficie d'un soutien essentiel de Centraide du Grand Montréal, qui constitue son principal bailleur de fonds pour sa mission et son action sur plusieurs volets. Le gouvernement du Québec apporte aussi un soutien important et récurrent à la mission du RAPSIM via le PSOC. Le RAPSIM reçoit également le financement pour 2 projets dans le cadre du programme Vers un chez soi (VCS). La Ville de Montréal apporte également une contribution au RAPSIM pour son implication dans les dossiers en lien avec l'itinérance relevant de ses compétences. Les membres du RAPSIM appuient eux aussi le travail du RAPSIM par leur implication bénévole de même que par les cotisations annuelles. Finalement, le RAPSIM reçoit annuellement des dons d'individus, du financement discrétionnaire provenant de syndicats et de député·es, ainsi que des revenus d'activité pour divers projets de recherches ou actions collectives.

REPRÉSENTATION POLITIQUE

Instances régionales en santé et services sociaux (SSS)

Comité de liaison sur le partenariat entre le réseau de la santé et les services sociaux et le milieu communautaire

Cette instance est sous la responsabilité de la Directrice adjointe des partenariats urbains, de la Direction des services généraux et des partenariats urbains du CIUSSS Centre-Sud (CCSMTL). Les responsables du Service régional des activités communautaires et de l'itinérance animent les rencontres.

Thématiques et dossiers majeurs

- Suivis du Cadre de référence régional sur le partenariat (portant sur les relations partenariales entre le milieu communautaire et les instances du réseau institutionnel);
- Suivis du nouveau Cadre de gestion ministériel sur le PSOC;
- Travaux entourant le rehaussement de la subvention PSOC à la mission globale;
- Discussions sur de nouvelles enveloppes de financement sectoriel.

Comité régional de soutien communautaire en logement social et communautaire (SCLSC)

Ce comité intersectoriel est aviseur et sous la présidence du Service régional. Il a comme mandat d'assurer le suivi de l'implantation du Cadre de référence sur le SCLSC à Montréal. Il assure notamment la concertation entre différents partenaires concernés par la consolidation et le développement à Montréal pour les clientèles ayant des besoins particuliers et favorise la connaissance des besoins et l'identification des priorités régionales.

- 3 rencontres du comité
- 9 heures d'analyse de documents

Thématiques et dossiers majeurs

L'actualisation du Cadre national en SCLSC a été publiée au cours de cette année. Ainsi les rencontres ont porté sur les changements apportés au cadre et l'impact que cela aura sur le comité régional en SCLSC de Montréal.

Travaux liés au déploiement et au suivi du *Plan concerté montréalais en itinérance 2021-2026 - S'unir dans l'action*

Le 19 octobre 2022, le Service régional de l'itinérance et la Ville de Montréal lançaient leur plan concerté en itinérance 2021-2026 - S'unir dans l'action. À titre de partenaire communautaire, le RAPSIM a été invité à prendre la parole dans le cadre de cet événement réunissant une centaine de partenaires impliqués dans les instances de la gouverne régionale en itinérance.



Rappelons que les travaux d'élaboration du plan d'actions montréalais 2021-2026 se sont menés dans un contexte impacté par la COVID 19. Le RAPSIM a souvent exprimé son inquiétude quant aux conséquences d'un processus parfois bâclé sur l'adhésion du plan par le milieu communautaire. Les mois qui ont succédé à la sortie du plan nous indiquent qu'un travail d'appropriation et de clarification des mandats de chaque comité est nécessaire si on veut tirer le plein profit des comités de la gouverne régionale en itinérance et réellement faire remonter les besoins montréalais en matière d'itinérance.

Si à première vue, un plan qui intègre à la fois les actions de la Ville et celles du gouvernement provincial en matière d'itinérance pouvait paraître positif sur le plan de la cohésion et de la concertation régionale, le RAPSIM s'inquiète des effets concrets de cette décision sur l'imputabilité réelle et la reddition de compte de nos pouvoirs publics. Alors que nous avons assisté encore cette année à un bras de fer médiatique entre la Ville et le MSSS concernant la responsabilité de l'itinérance, à quoi et à qui devraient réellement servir nos comités régionaux?

Comités de la gouverne régionale en itinérance dans lesquels le RAPSIM est impliqué

Comité de coordination

- 2 rencontres du comité
- 3 rencontres du sous-comité secrétariat (du comité de coordination)
- 20 heures d'analyse de documents et de concertation avec les membres

Comité consultatif Femmes

- 3 rencontres du comité
- 16 heures d'analyse de documents et de concertation avec les membres et partenaires (voir la section « Femmes » pour les détails des actions du RAPSIM dans ce dossier)

Comité Santé et Services Sociaux

- 2 rencontres du comité
- 12 heures d'analyse de documents et de concertation avec les membres

Comité hébergement et logement

- 4 rencontres du comité
- 15 heures d'analyse de documents et de concertation avec les membres

Services d'hébergement d'urgence (SHU)

- 5 rencontres du GT, 5 rencontres du comité de vigie
- 20 heures d'analyse de documents et de concertation avec les membres (voir la section « SHU » pour les détails des actions du RAPSIM dans ce dossier)

Comités d'analyse en lien avec la mesure 5.3 du PAII 2021-2026

- 4 rencontres du comité d'analyse
- 8 heures d'analyses de documents

Comité Éducation, insertion, revenu

- 1 rencontre du comité
- 4 heures de concertation avec les membres
- 2 heures de présentation des actions du comité en lien avec le Plan concerté montréalais en itinérance 2021-2026 et du projet de fiducie volontaire régionale.

Comité cohabitation sociale et enjeux de judiciarisation

- 2 rencontres du comité
- 2 rencontres du sous-comité de soutien du comité
- 4 heures d'analyse de documents et de concertation avec les membres

Comités Vers un chez soi (VCS)

- 2 rencontres du comité
- 8 heures de concertation avec les membres et d'analyse de documents

Comité de pilotage sur l'accès coordonné

- 3 rencontres du comité de pilotage
- 12 heures de concertation avec les membres et d'analyse de documents (voir la section « Vie associative » pour les actions et la position du RAPSIM dans ce dossier)

Comité de pilotage sur le dénombrement

- 3 rencontres du comité de pilotage
- 12 heures de concertation avec les membres et d'analyse de documents



Événement de pensée systémique « Habiter la rue : repenser notre réponse à l'itinérance » (voir page 29)
Crédits photo : Caroline Leblanc

Ville de Montréal et le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS)

- 3 rencontres avec Josefina Blanco. Sujets traités: EMMIS, hébergement d'urgence, canaux de communication Ville-RAPSIM, orientations de l'appel à projets «itinérance et milieux inclusifs», suivi des représentations au sein du comité sur itinérance de l'UMQ.
- Itinérance: Mettre fin aux 12 travaux d'Astérix, en réaction à la lettre ouverte de Serge Lareault, commissaire aux personnes en situation d'itinérance de la Ville de Montréal, dans le journal La Presse
- Suivi sur le déploiement d' EMMIS - Équipe mobile d'intervention sociale à l'échelle montréalaise

Au moment de la rédaction de ce rapport, le projet ÉMMIS qui sera financé à hauteur de 50 M\$ sur les 5 prochaines années par le Ministère de la Sécurité publique et la Ville de Montréal s'est déployé au Centre-Ville et dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Il est aussi en phase d'implantation dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et sur le Plateau-Mont-Royal. Comme dans ses précédentes phases, le déploiement d'ÉMMIS n'a pas fait l'objet de consultations du RAPSIM en amont. Le financement important d'ÉMMIS croisé avec le changement des orientations de l'appel de projets «itinérance et milieux inclusifs» de la Ville de Montréal excluant l'intervention et le soutien individuel laissent craindre le pire quant au financement des réponses orientées directement vers les besoins des personnes en situation d'itinérance.

Les drapeaux rouges soulevés par le RAPSIM depuis 2021 en lien avec ÉMMIS se sont d'ailleurs malheureusement concrétisés (voir page 15 de notre rapport annuel 2021-2022). Les membres ont constaté une plus grande confusion des rôles sur le terrain et une difficulté grandissante à tisser des liens de confiance avec les personnes qui habitent la rue, plus sollicitées que jamais par ÉMMIS et les différentes équipes non conventionnelles du SPVM (ECCR, ÉMIC, ESUP, EMRII, E=MC2). Les réflexions et les actions autour d'ÉMMIS se poursuivront en 2023-2024, via le comité Opération droits devant (ODD) du RAPSIM, en collaboration avec le Regroupement des Organismes Communautaires Québécois pour le Travail de Rue (ROCQTR), l'Association des Travailleurs et Travailleuses de rue du Québec (ATTRUEQ) et la Table des organismes montréalais de lutte contre le VIH/sida (TOMS).

- Révision des règlements municipaux

Depuis la transmission de nos analyses et recommandations au Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) à l'automne 2020 dans le cadre de l'analyse des règlements municipaux pouvant induire du profilage, il n'y a pas eu de suite concernant les travaux, l'échéancier pour le dépôt d'un rapport public, l'émission de recommandations et leur mise en œuvre par la Ville de Montréal. Les regroupements impliqués dans cette consultation ont sollicité une rencontre auprès des élu·es responsables de la démarche Josefina Blanco et Alain Vaillancourt. Lors de cette rencontre, les groupes ont été informés que ce dossier était sur la glace, le temps de transférer le dossier au nouveau chef de police Fady Dagher.



Dans le cadre d'une action collective intentée par la Ligue des Noirs en février 2023, la mairesse de Montréal déclarait ne pas avoir de « baguette magique » pour enrayer le racisme et le profilage racial. Dans une lettre ouverte, nous en avons profité pour lui rappeler tous les recommandations et engagements ignorés depuis 2017.

À ce jour, aucun engagement concret n'a été pris de la part de la Ville concernant les suites de ce dossier.

- Dépôt du mémoire Une ville inclusive pour toutes les personnes qui y habitent dans le cadre des consultations publiques sur les perspectives budgétaires

Dans ce Mémoire nous réitérons l'importance d'inclure les personnes marginalisées dans les réflexions sur la relance de la Ville et de ne pas oublier que ces personnes, comme tous·tes les Montréalais et les Montréalaises, ont le droit d'habiter la ville et de bénéficier des meilleures options possibles pour répondre à leurs besoins. Nous y apportons un éclairage sur les manières dont la Ville peut améliorer la prise en compte des besoins des personnes en situation d'itinérance et des organismes qui les accompagnent quotidiennement.

Provincial

- 1 rencontre de prise de contact avec Sandra O'Connor (alors nouvelle conseillère politique au cabinet de Lionel Carmant).
- 1 rencontre avec Chantal Rouleau (CAQ) dans le cadre des élections.
- 3 rencontres avec Manon Massée, porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de lutte contre l'itinérance et Émilie Laliberté (attachée politique de Manon Massée). Une de ces rencontres s'est tenue dans le cadre des élections, à l'organisme Vilavi, afin de discuter d'enjeux entourant le logement propres aux personnes en situation d'itinérance. Les deux autres rencontres nous ont permis de faire état de la situation à Montréal entourant les mesures hivernales d'urgence. Ces rencontres ont donné lieu à des interventions en chambres de la part de la députée.
- Rencontre avec les nouveaux élus montréalais suite aux élections provinciales: Nous avons sollicité l'ensemble des député·es élu·es sur l'île de Montréal afin de discuter des enjeux entourant l'itinérance à Montréal et plus spécifiquement dans leur comté. À ce jour, nous avons rencontré Andrés Fontecilla (QS), Jennifer Maccarone (Libéral) et Alexandra Zaga Mendez (QS).

- Rencontre avec Stéphanie Couture (conseillère politique de France-Élaine Duranceau, Ministre de l'Habitation). Mme Couture a participé à une rencontre du Comité Logement avec les membres du RAPSIM. Nous avons pu lui exposer les particularités d'offrir et de construire du logement pour les personnes en situation d'itinérance. Nous avons insisté sur la nécessité de financer adéquatement l'intervention individuelle et collective, essentielle à tous projets de logement transitoire et permanent en itinérance, et du besoin d'avoir un programme de financement agile et complet pour la construction et l'opération.

Action dans le cadre des élections provinciales: Des engagements forts et essentiels pour assurer la dignité des personnes en situation d'itinérance

Le RAPSIM, soutenu par ses membres, a rédigé une plateforme de revendications électorales nous servant de cadre dans nos représentations et nos interventions publiques lors de la campagne électorale. Cette plateforme présente sur le site web a également été acheminée aux membres sous forme de trousse électorale. Ces actions ont été élaborées en réponse au besoin des membres qui souhaitent mieux connaître et porter à leurs tours les positionnements et les enjeux prioritaires du RAPSIM durant la campagne électorale. Les différentes actions associées à la plateforme ont eu comme grand objectif de faire valoir, dans l'espace public, une vision de l'itinérance basée sur le respect de la dignité, des droits des personnes et du rythme des personnes. Nous avons aussi voulu sensibiliser les candidat·es à l'ampleur des besoins présents à Montréal.

Campagne du Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec (RSIQ)

Dans le cadre des élections provinciales 2022, le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), membre du Réseau solidarité itinérance du Québec (Réseau Solidarité Itinérance du Québec), a participé à la campagne «Ne les oubliez pas». Pour l'occasion, l'ensemble des membres du RSIQ, dispersés à travers le Québec, était invité à coller les silhouettes de personnes en situation d'itinérance grandeur nature dans l'espace public. Cette action a été réalisée en collaboration avec l'artiste Wartin Pantois qui a conçu l'œuvre *Les Oublié·e·s*.

Rassemblés simultanément sur la terrasse du bar Le Cheval Blanc (Centre-Sud) et devant l'église Saint-Zotique (Saint-Henri) le 27 septembre 2022, les organismes Spectre de rue inc. et La Maison Benoit Labre voulaient ainsi rappeler aux candidat·es l'importance de s'engager à prévenir et réduire l'itinérance.

Activité d'exercice collectif du Droit de vote

Le 28 septembre 2022, dans le cadre des élections provinciales, se tenait une activité d'exercice collectif du droit de vote. Organisé par l'ADDS-MM, Sidalys, la Table de quartier d'Hochelaga-Maison-neuve et le RAPSIM, la volonté de cette activité était de permettre aux personnes en situation d'itinérance d'exercer leur citoyenneté, le tout en mettant un accent particulier sur la participation des jeunes. Les personnes en situation de pauvreté peuvent être victimes de préjugés ou ne pas se sentir les bienvenues dans les bureaux de vote. Pour réduire ces obstacles, nous avons marché avec les électeur·rices vers le bureau de

vote situé entre les murs de l'UQAM. Cette action a permis à 75 personnes de voter, visibiliser leurs réalités, rappeler à la société qu'elles sont des citoyennes à part entière et que l'absence de politiques les concernant contribue à les précariser davantage. Cette action a généré un reportage à la radio de Radio-Canada (à partir de 16h30) et une couverture de Pivot.

Dépôt des recommandations du RAPSIM dans le cadre des consultations prébudgétaires 2023-2024

Dans le cadre des consultations prébudgétaires, nous avons déposé un rapport émettant des recommandations. Bien que ce mémoire aurait pu aborder des dizaines d'enjeux entourant l'itinérance dans la métropole, nous avons choisi de nous concentrer sur trois problématiques majeures sur lesquelles le gouvernement provincial a le pouvoir d'agir: l'hébergement, le logement et le financement des organismes communautaires. Le RAPSIM demande que la répartition des finances au Québec se fasse avec une vision à long terme d'amélioration des droits des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être, tout en étant ancré dans les besoins urgents des groupes et des personnes.

Fédéral

- 2 rencontres avec l'équipe de Marie-Josée Houle (Défenseure fédérale du logement) et une rencontre avec la Défenseure fédérale lors de son passage à Montréal. Sujets traités: l'itinérance à Montréal, l'approche globale, les campements, l'accès coordonné, l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL).
- Dépôt d'une observation sur les démantèlements de campements au Bureau de la défenseure fédérale du logement



Manifestation nationale «Engagez-vous pour le communautaire!» (voir page 33)

VIE ASSOCIATIVE

Nos membres au 31 mars 2023

Cette année le RAPSIM a accueilli parmi ses membres associés le Refuge du Cœur de l'Île qui a pour mission de créer et de porter des ressources d'hébergement pour les personnes vivant une situation d'instabilité résidentielle dans les quartiers du Centre-Nord de Montréal. Nous avons aussi accueilli comme membre régulier le Comité Logement du Plateau Mont-Royal (CLPMR), qui a pour mission de défendre les droits des locataires du Plateau Mont-Royal et de promouvoir le développement de logements sociaux comme une alternative au marché locatif privé. L'organisme RICOCHET Hébergement — Homes, dont la mission est de créer des solutions d'hébergement (refuge, logements sociaux) pour les jeunes dans l'Ouest-de-l'Île de Montréal, de même que L'Amour en Action Syl Dan (AEASD), une ressource dans Montréal-Nord offrant notamment de l'hébergement, du soutien et des services alimentaires font également partie des membres réguliers du RAPSIM depuis cette année.

Le Centre Naha, la Cathédrale Christ Church, le Centre Booth et l'Abri d'Espoir de l'Armée du Salut n'ont pas renouvelé leur cotisation.

Merci à vous d'être plus d'une centaine à vous impliquer avec nous pour la prévention et la lutte à l'itinérance

*Membre associé (sans droit de vote)

Action Autonomie, Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI), À deux mains/Head & Hands, L'Amour en Action Syl Dan (AEASD), Anonyme (L'), Antre-jeunes de Mercier-Est (L'), Architecture sans frontières*, Arrêt-Source, Association Bénévole Amitié, Association Logement Amitié, Association pour la Défense des Droits sociaux du Montréal métropolitain (ADDSMM), Atelier Habitation Montréal, Auberge communautaire du Sud-Ouest (ACSO), Auberge du cœur le Tournant, Auberge Madeleine, Avenue hébergement communautaire, Bâtir son quartier, Boulot Vers..., Bureau de consultation jeunesse (BCJ), CACTUS Montréal, Carrefour familial Hochelaga, Centre Associatif Polyvalent d'Aide Hépatite C (CAPAHC), Centre communautaire Petite-Côte, Centre d'amitié autochtone de Montréal, Centre de jour St-James, Centre de soir Denise-Massé, Chambreclerc, Chez Doris, Cirque Hors Piste, Clinique Droits Devant, Coalition des groupes jeunesse LGBTQ+, Comité BAILS (Entraide Logement Hochelaga-Maisonnette), Comité social Centre-Sud, Dans la rue, Dîners St-Louis, Diogène, Dopamine, En Marge 12-17, Escalier Famille Le Triolet, Exeko, Face à face, Foyer de jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal (FJTMM), Groupe d'Entraide à l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes (GEIPSI), Groupe CDH, Groupe Information Travail (GIT), Groupe Paradoxe, Habitations L'Escalier, Habitations du Réseau de l'Académie (RESAC), Hébergement La Casa Bernard Hubert*, Information alimentaire populaire Centre-Sud, Itinéraire (Groupe communautaire L'), Logifem, Logis Phare, Logis Rose-Virginie, Ma Chambre inc., Maison Benoit Labre, Maison des Amis du Plateau Mont-Royal, Maisons de l'Ancre, Maison d'Hérelle, Maison du Pharillon, Maison L'Exode,



Maison Grise de Montréal, Maison Lucien L'Allier, Maison Marguerite, Maison St-Dominique, Maison Saint-Jacques, Maison Tangente, Marie Debout - Centre de femmes Hochelaga-Maisonneuve, Médecins du Monde, Méta d' me, Mission St-Michael's*, MultiCaf, Œuvres de Saint-Jacques*, PACT de Rue, PAS de la rue, Passages, Projet d'intervention auprès des mineur-es prostitué-es (PIAMP), Plein Milieu, Projet Genèse, Projet Autochtones du Québec (PAQ), RAP Jeunesse, Refuge du Cœur de l'Île*, Refuge des Jeunes de Montréal, Réseau Habitation Femmes (RHF), Ressources Jeunesse de Saint-Laurent (RJSL), REZO — santé et mieux-être des hommes gais, et bisexuels, cis et trans, RICOCHET Hébergement — Homes, Rue des Femmes, Sac à Dos, Sentier Urbain, Service d'hébergement Saint-Denis, Société John-Howard — programme Chez nous!*, Spectre de rue, Stella, Sidalys, Travail de rue et action communautaire (TRAC), Valoristes*, Vilavi Québec, Villa Express pour toi, Y des femmes de Montréal et YMCA — programmes Premier arrêt et Dialogue.

Suivi des chantiers du Plan d'action 2022-2026 du RAPSIM

Identifier les stratégies et mettre en place les pratiques permettant l'intégration de l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) dans l'ensemble des sphères du RAPSIM

Soutenu financièrement par le programme Vers un chez soi (VCS) dans le cadre d'un projet de 2 ans, le RAPSIM a amorcé une démarche complète en lien avec avec l'ADS+ en itinérance. Cette démarche s'est construite grâce aux informations récoltées lors des consultations lors de la réflexion stratégique du RAPSIM en 2021 et au cours d'entrevues individuelles (12) avec des membres qui offrent exclusivement des activités, de l'hébergement et/ou des logements non mixtes pour les femmes. Cette année a principalement été consacrée à la mise en place de la démarche.

Le projet est piloté par un comité aviseur composé de Julie Chevalier (Les Maisons de l'Ancre), Chanel Gignac (Partenariat pour la prévention et la lutte à l'itinérance des femmes), Sandra Wesley (Chez Stella), Carolane Parenteau-Labarre (Conseil québécois LGBT) et Salma Lazim (Relais-femmes).

Le chantier ADS+ se présente sous 2 volets: le volet interne et le volet externe. Le volet interne, lequel a reçu davantage d'attention cette année, vise à améliorer les discours et les pratiques internes du RAPSIM en matière de représentativité des vécus et des besoins des femmes et à mieux comprendre les besoins des membres en lien avec l'ADS+. Dans le cadre de ce premier volet, nous avons fait 3 groupes de discussion (le 20 mars 2023, le 4 avril 2023 et le 6 avril 2023) afin de recueillir le point de vue des membres. Au total, 10 groupes sur les 16 groupes identifiés ont participé. Cette première série de groupes de discussion s'adressant aux membres qui accueillent exclusivement des femmes au sein de leur organisme a eu pour



objet de porter un regard critique sur le RAPSIM concernant la représentation des besoins des femmes en situation d'itinérance afin de s'outiller à faire mieux dans l'avenir. Tous les outils pour procéder à l'analyse du discours du RAPSIM ont également été mis en place.

Procéder à une réflexion sur les espaces de participation et s'assurer de leur mise en place pour les personnes concernées dans les différentes sphères du RAPSIM

Le chantier visant la connaissance des pratiques impliquant les personnes ayant un vécu expérientiel s'est mis en place cette année. Deux rencontres du comité de pilotage se sont tenues, nous permettant ainsi d'amorcer l'étape de recherche. Nous nous sommes munies de plusieurs outils conceptuels pour faire évoluer ce chantier en évitant le piège de l'instrumentalisation des personnes et en restant dans notre rôle et nos compétences de regroupement d'organismes communautaires.

Simultanément à cette démarche, le RAPSIM s'est donné comme devoir de rappeler aux membres de venir accompagné-es de personnes premières concernées à nos actions de mobilisation et de travailler à mettre en place les conditions pour que leurs participations soient significatives pour elleux.

Créer des espaces d'échanges et de formations sur des thématiques identifiées par les membres

Le RAPSIM a entamé le travail visant à documenter les besoins de ses membres en matière de formation. L'intention est de déposer dès l'automne 2023, un plan de formations au Service régional de l'itinérance, pouvant être financé par la mesure 12.1 du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026, destinée à soutenir la mise en œuvre des bonnes pratiques en dépendance et en itinérance ainsi que la formation des intervenantes et des intervenants.

Actualiser, consolider et développer les positions du RAPSIM

Le travail de construction du cahier de positions du RAPSIM a débuté cette année. Pour rappel, le cahier se veut être un outil consolidé qui permettra de préserver la mémoire organisationnelle du RAPSIM, mais également de permettre aux anciens et aux nouveaux membres d'avoir une compréhension commune des positions de leur regroupement.

La structure du cahier de position a été établie en explorant ce qui se fait dans d'autres regroupements dont le Regroupement des Auberges du Cœur du Québec (RACQ), l'Association Québécoise des Centres d'Intervention en Dépendance (AQCID) et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) . Parmi le type de contenu identifié comme devant s'inscrire dans le cahier, il y a les valeurs et les principes qui régissent et animent le RAPSIM et qui fondent les positions qu'il défend, il y a également les revendications formulées à travers les années et qui ont orienté ses actions, ses mobilisations et ont consolidé ses collaborations et partenariats. Pour ce faire, un vaste chantier de fouille, d'inventaire et d'examen des archives du RAPSIM est prévu en 2023-2024.

Dossiers réguliers du RAPSIM

La judiciarisation et le droit de cité

L'année a été marquée par l'augmentation des différentes manifestations du phénomène « pas dans ma cour » et de leurs conséquences prenant la forme de déni des droits des personnes, dont celui d'occuper l'espace public. En parallèle, la multiplication des équipes mixtes et non conventionnelles du SPVM et de la Ville de Montréal qui accentuent la surveillance policière des personnes en situation de marginalité urbaine continue d'inquiéter le RAPSIM.

Comité Opération Droits Devant du RAPSIM (ODD)

- 2 rencontres du comité
- 21 groupes membres participants provenant de 8 quartiers de Montréal

L'Opération Droits Devant est un comité du RAPSIM qui s'intéresse aux enjeux de profilage social, de judiciarisation des personnes en situation d'itinérance et de Droit de cité. L'ODD jouit d'une forte mobilisation de ses membres actifs. C'est à travers ce comité que prennent naissance les actions et les mobilisations du RAPSIM en matière de judiciarisation et de droit de cité.

Cette année, le comité ODD a repris ses activités après environ un an sans rencontres. La prolifération des diverses équipes mixtes et non conventionnelles du SPVM (ECCR, EMRII, ÉMIC, E=MC2, ESUP) et de la ville (ÉMMIS) a été au centre de plusieurs discussions du comité qui ont mené le RAPSIM à peaufiner son discours critique de ces initiatives soi-disant sociales de la police et de la ville. Le comité a aussi amorcé

une réflexion sur la *Coalition Defund the police* et ses revendications, à savoir si le RAPSIM partage des points communs avec la Coalition et si des alliances pourraient être stratégiques ou non dans le futur en lien avec la défense du droit de cité des personnes en situation d'itinérance.

Comité consultatif de la Sûreté et contrôle de la STM

Le RAPSIM continue à participer au Comité consultatif de la Sûreté et contrôle de la STM (anciennement Comité sur les relations des inspecteurs avec la communauté (CRIC)). Cette année, nous avons eu deux rencontres du comité où nous avons eu entre autres l'occasion de soulever nos préoccupations quant aux fermetures des édicules de métro par froid extrême.

Le droit au logement

Le logement fait partie de l'action d'un grand nombre de nos membres. Que ce soit parce qu'ils construisent et opèrent des logements, parce qu'ils accompagnent des personnes vers le logement ou parce qu'ils aident des personnes qui sont victimes d'évictions, les préoccupations des membres du RAPSIM en lien avec le logement sont variées et largement justifiées. Sous trame de crise au logement et dans un contexte politique difficile au niveau provincial, les organismes membres et l'équipe du RAPSIM ont porté plusieurs revendications entourant l'accès au logement pour les personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Le contexte politique est difficile au niveau provincial puisque le gouvernement en place ne semble pas faire du logement une priorité, alors que c'est sur ce palier que comptent les organismes pour financer le lo-

gement social et communautaire depuis plus de 25 ans. Alors que l'année 2022-2023 tirait à sa fin, on apprenait avec consternation que le gouvernement provincial avait l'intention d'abandonner le programme AccèsLogis, rajoutant une couche d'incertitude quant à l'avenir du financement du logement social au Québec. Le RAPSIM et ses membres demeurent toutefois mobilisés pour revendiquer aux côtés de nos alliés la poursuite d'AccèsLogis et le financement adéquat dans les différents besoins liés au logement social et communautaire.



Panel du RAPSIM « Logement social, logement abordable et embûches administratives: quel avenir pour le droit au logement au Québec? » (voir page 21)

Comité logement du RAPSIM

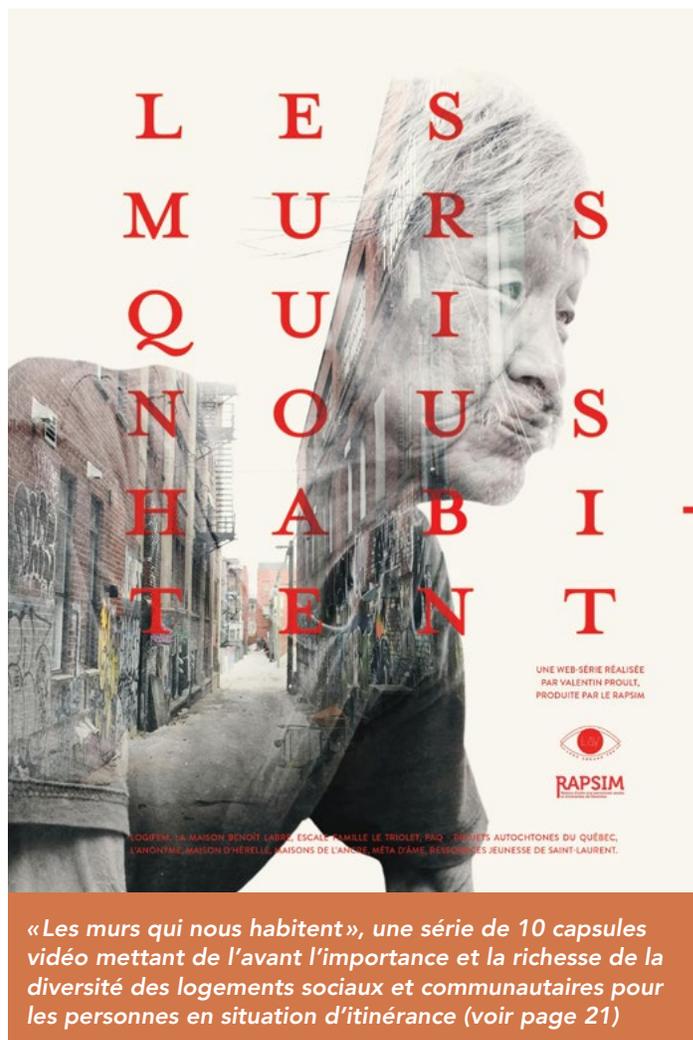
- 4 rencontres
- 17 membres impliqués

Alors que le Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) démarrait et dans le cadre des élections provinciales de 2022, le comité logement a réitéré ses positions quant à l'importance du financement du logement social à travers [un feuillet de revendications](#). Nous avons aussi assisté en septembre au débat préélectoral sur le logement, organisé par les regroupements en habitation.

Afin de continuer à peaufiner nos revendications et dans l'objectif d'ouvrir un espace de partage sur des enjeux terrain vécus par les organismes membres, le comité logement a décidé cette année de créer un groupe de discussion entre intervenant·es en hébergement et en logement membres du RAPSIM. Trois rencontres réunissant des représentant·es de 17 organismes membres ont eu lieu.

Concernant les maisons de chambres, un dossier historiquement important au RAPSIM, nous avons diffusé en mai un [communiqué de presse conjoint](#) et sommes mobilisé·es avec le P.O.P.I.R — comité logement afin de sonner l'alarme sur la mise en vente d'une maison de chambres dans Ville-Émard. Le RAPSIM s'est par la suite joint au Comité sur les maisons de chambres du RCLALQ afin de poursuivre ses actions pour préserver les maisons de chambres et leur fonction. À ce jour, nous avons assisté à une première rencontre aux côtés de 5 comités logement. Il sera notamment question de la réglementation entourant la sauvegarde des maisons de chambres.

Encore une fois cette année, le RAPSIM a effectué une veille entourant l'Opération 1er Juillet de la Ville de Montréal. Nous avons participé à 5 rencontres d'informations et de concertation. Si l'Opération 1er juillet ne s'adresse pas aux personnes en situation d'itinérance, le RAPSIM s'y implique dans une perspective de prévention.



« Les murs qui nous habitent », une série de 10 capsules vidéo mettant de l'avant l'importance et la richesse de la diversité des logements sociaux et communautaires pour les personnes en situation d'itinérance (voir page 21)

Autres actions du RAPSIM en matière de logement cette année

Les murs qui nous habitent

L'action phare dans ce dossier a été la réalisation et la diffusion de la série de 10 capsules vidéo Les murs qui nous habitent mettant de l'avant l'importance et la richesse de la diversité des logements sociaux et communautaires pour les personnes ayant connu la rue ou une grande précarité. Ayant comme objectif de démystifier différents types de logements sociaux et d'illustrer la grande diversité de personnes qui en profitent, plusieurs organismes membres du RAPSIM et locataires y prennent parole.

Après un lancement extérieur réunissant plus d'une centaine de membres, partenaires et protagonistes des capsules, elles ont été diffusées de septembre à octobre sur nos réseaux sociaux, atteignant en moyenne 5670 personnes par capsule avec une centaine de réactions et une trentaine de partages pour chacune d'elles. Les capsules sont accessibles gratuitement en ligne et cette année, la version court-métrage a été présentée par l'équipe du RAPSIM à la Nuit des Sans-Abri dans Saint-Laurent ainsi qu'au comité BAILS.

Répertoire des ressources en hébergement communautaire et en logement social et communautaire

L'après-midi du 9 juin 2022 a été l'occasion pour le RAPSIM de lancer officiellement la 8e édition du Répertoire des ressources en hébergement communautaire et en logement social avec soutien communautaire, l'aboutissement de plusieurs mois de travail. Passant de 26 ressources répertoriées en 2003 à 65 en 2022, ce bottin est devenu avec les années un outil de référencement incontournable, non seulement pour les intervenant·es sur le terrain et pour les personnes concernées, mais également pour l'ensemble des partenaires qui œuvrent en itinérance à Montréal. Au courant de l'année, ce sont plus de 200 répertoires qui ont été achetés ou donnés aux organismes communautaires, aux représentant·es institutionnel·les ou à des individus. La version en ligne en format PDF continue d'être accessible gratuitement sur le site du RAPSIM.

Ce lancement a été marqué par la tenue du panel *Logement social, logement abordable et embûches administratives: quel avenir pour le droit au logement au Québec?* pendant lequel des représentant·es de nos membres Vilavi, les Maisons de l'Ancre et Atelier Habitation Montréal ont pris parole pour discuter des enjeux existant pour les organismes en lien avec les différents programmes en logement, notamment au niveau du PHAQ qui venait d'être lancé. Plusieurs organismes membres et partenaires communautaires et institutionnels y ont assisté.

Nous avons participé à plusieurs rencontres et mobilisations entourant le logement aux côtés du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), duquel nous sommes membre allié

- 5 assemblées générales
- 2 avril 2022 - Manifestation nationale pour une politique globale et des investissements pour le droit au logement, Montréal
- 8 septembre - Rassemblement du FRAPRU pour le droit au logement
- 16 septembre 2022 - Manifestation unitaire pour le droit au logement, Québec
- 20 octobre 2022 - Projection vidéos sous les étoiles pour le logement social, Montréal
- 12 décembre 2022 - Passage du char allégorique du FRAPRU dans le sud-ouest et dépôt de notre objet
- 16 février 2023 - Manifestation nationale pour le droit au logement, Québec
-



Activité d'exercice collectif du Droit de vote organisée par l'ADDS-MM, Sidalys, la Table de quartier d'Hochelaga-Maisonneuve et le RAPSIM (voir page 13)

Le droit au revenu

- 3 rencontres avec les membres
- 13 organismes impliqués
- 2 formations offertes, 33 participant·es
- 3 consultations via Réseau-Info

Nous avons sondé cette année via Réseau-Info les membres sur les dossiers d'intérêt face aux enjeux qui touchent le revenu. Nous avons recueilli les commentaires et propositions de 13 membres. Les sujets qui les interpellent le plus les membres en ordre d'intérêt sont: le rehaussement de l'aide sociale, le plan de lutte à la pauvreté, les impôts, la fracture numérique, les programmes d'insertion en général et la hausse du salaire minimum. Les répondant·es aimeraient davantage d'espaces de formation et d'échanges entre eux.

Le 5 mai 2022, nous avons organisé une présentation dans le cadre de la semaine de la dignité des personnes assistées sociales du Québec, le Collectif pour un Québec sans pauvreté est venu faire une présentation sur l'état de la pauvreté au Québec à laquelle une quinzaine de membres a participé.

Comme plusieurs membres nous ont fait part de leur besoin de mieux connaître la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*, une formation a aussi été organisée le 9 février 2023. 18 représentant·es d'organismes membres y ont participé.

Collectif pour un Québec sans pauvreté

- 4 participations aux assemblées générales
- 2 participations aux rencontres du comité « Plan d'action gouvernemental »

Dans le cadre de la journée d'action provinciale du Collectif le 1er avril 2022, nous avons mobilisé une quinzaine de membres, les invitant à participer à une conférence de presse conjointe avec le RSIQ, le RAPSIM et le Collectif et à partager dans leurs réseaux l'affiche de la campagne.

Le RAPSIM a aussi participé à une activité de « bibliothèque vivante » le 22 février 2023 pour souligner les 20 ans de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Neuf « livres vivants » y ont présenté, à partir de leur expérience personnelle, les moments forts et les traits marquants de la mobilisation citoyenne qui a mené à l'adoption de la loi en décembre 2002 et à la création du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Comme antenne régionale du Collectif pour un Québec sans pauvreté, nous avons aussi fait une sortie publique le 28 mars 2023 dans le cadre de la Semaine d'actions régionales pour dénoncer les baisses d'impôts qui favorisent les mieux nanti-es et revendiquer un nouveau Plan de lutte contre la pauvreté véritablement engagé. Une vidéo a été publiée sur nos réseaux sociaux. Nous avons effectué deux dépôts de bannière dans des lieux publics. Nous nous sommes aussi pris en photo avec l'affiche de la campagne et avons ajouté notre cliché dans l'album collectif.



Sortie publique du RAPSIM dans le cadre de la semaine d'actions régionales du Collectif pour un Québec sans pauvreté

Le RAPSIM fait partie du comité Plan d'action gouvernemental. La *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* a fêté ses 20 ans le 13 décembre dernier et un prochain Plan d'action verra le jour en 2024 sera ultimement créé dans environ 1 an. Le comité avait pour but de travailler à la séquence des actions prévues, le message, le visuel et le guide de mobilisation. Le tout culminera par une grande manifestation nationale le 23 mai 2023 à l'Assemblée nationale à Québec.

Le droit à la Santé

Au cours de l'année 2022, en santé, le RAPSIM a entamé des chantiers sur plusieurs sous-dossiers notamment : les personnes migrantes, les aînés, la réduction des méfaits. Pour ne pas dupliquer les efforts et les activités qui existent déjà, le RAPSIM abordera le dossier santé dans une démarche de collaboration avec les regroupements et organismes dont la santé est le mandat, dans une volonté d'amener les spécificités des besoins des personnes en situation d'itinérance.

Forum sur l'itinérance et les besoins des migrant·es à statut précaire

Au cours de l'année 2022-2023, des organismes membres ont rapporté une augmentation des demandes d'aides de la part de personnes migrantes à statut précaire. Ce constat a aussi été observé par les organismes en immigration qui, comme en itinérance, peinent à répondre à la demande par manque de places et de ressources adaptées. Face à la situation, le RAPSIM et Foyer du monde ont tenu un Forum le 26 janvier 2023 pour mettre en relation les deux milieux, réfléchir sur cet enjeu, faire état des constats sur le terrain et identifier des pistes d'action. Pour consulter les recommandations qui ont émané de cette journée, vous pouvez consulter le bilan du Forum.

Le 6 février 2023, nous apprenions que le gouvernement du Québec débloquait une aide d'urgence de 3,5 M\$ aux organismes communautaires qui soutiennent les demandeurs d'asile. Pour les organismes en immigration, ce premier pas était nécessaire, mais insuffisant. L'urgence doit dépasser le financement ponctuel et s'ancrer dans une réelle stratégie de répondre

à l'ampleur des besoins des personnes migrantes à statut précaire. Nous n'avons donc pas terminé de nous serrer les coudes au nom de la justice sociale et des droits de la personne. Le RAPSIM partage des revendications communes avec les organismes communautaires du milieu de l'immigration telles que *l'accès à un logement décent, l'accès aux soins de santé, la sécurisation des financements des organismes communautaires, la lutte contre toutes formes de discrimination sociale et raciale*.

Un lien de collaboration est établi avec les organismes en immigration et a amené le RAPSIM à participer à différentes activités de mobilisation en ligne (pétition) ou en présentiel (marche, manifestation) en lien avec ces revendications communes. Le RAPSIM continue à relayer les informations à travers le babillard concernant les mobilisations pour un statut pour tous·tes et pour la fin de l'entente des tiers pays sûrs, en solidarité avec les organismes en immigration.

Aîné·es

La précarité résidentielle des personnes aînées est un enjeu qui interpelle le RAPSIM notamment avec le phénomène des « rénovictions » dans les résidences privées pour aînés (RPA) et face à la précarité résidentielle des locataires aîné·es.

Le RAPSIM a rencontré cette année la Table de concertation des aînés de l'île de Montréal (TCAIM) et la Coalition pour le Maintien dans la Communauté (COMACO) afin de connaître leur lecture des problèmes de logement et de la prévention de l'itinérance auprès des personnes aînées et voir de quelle manière le RAPSIM peut être actif dans ce dossier.

Nous avons également rencontré la Direction régionale de la santé publique pour parler du vieillissement des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être, de leurs besoins, mais également des besoins des organismes qui accompagnent ces personnes. Un réseau info a été envoyé aux membres afin de sonder leurs besoins et faire un premier constat de ce qui se passe sur le terrain. Ce chantier se poursuivra au cours de la prochaine année.



Conférence de presse du RAPSIM et de la TOMS
«Itinérance en hiver : les autorités encore mal préparées»

«Si on conserve ce statu quo, on constate que des personnes vont mourir encore cette année.»

Olivier Gauvin, Coordonnateur de la Table des organismes montréalais de lutte contre le VIH/sida (TOMS)

L'hébergement d'urgence (SHU)

Conférence de presse : Itinérance en hiver : les autorités encore mal préparées

Le 16 novembre 2022 tombait la première neige. Le RAPSIM et la Table des organismes montréalais de lutte contre le VIH/sida (TOMS), accompagnés de leurs membres (Refuge des Jeunes de Montréal, de CACTUS Montréal, de La rue des Femmes et d'Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)) en ont profité pour sonner l'alerte sur le manque de places en hébergement en en haltes en conférence de presse et appeler la Ville de Montréal et le MSSS à engager des actions rapides. Le sentiment d'urgence était partagé puisque ce sont des dizaines de représentant-es d'organismes et de citoyen.nes concerné-es par la santé et la sécurité des personnes en situation d'itinérance qui se sont déplacé-es pour dénoncer le manque de préparation des autorités face à l'hiver.

«Ce n'est pas de l'inquiétude qui nous habite, c'est de la panique.»

Tania Charron, Directrice générale d'AJOI et administratrice du RAPSIM

«Quand l'urgence est dans l'urgence, qui sont nos interlocuteurs, OÙ sont-ils ?»

France Labelle, Directrice générale du Refuge des jeunes de Montréal



Le même jour, la TOMS et le RAPSIM publiaient une lettre commune cosignée par 15 partenaires (Tables, regroupements et chercheur·euses), s'adressant aux personnes domiciliées, dans l'intention de sensibiliser le grand public et susciter une vague de solidarité à l'égard des réalités des personnes en situation d'itinérance.

Autres comités/rencontres du RAPSIM avec ses membres

Comité du RAPSIM sur l'accès coordonné

Le 27 avril 2022, près de 40 membres du RAPSIM se sont réunis pour une Assemblée générale extraordinaire portant majoritairement sur l'accès coordonné, une occasion pour se mettre à jour sur le déroulement des travaux à Montréal et ailleurs au Québec. Suite à cette rencontre, un comité de suivi sur l'accès coordonné composé de 7 membres a été constitué au RAPSIM, avec comme objectif de se pencher sur son déploiement régional et d'affiner nos positions. En plus des deux rencontres de comité qui ont eu lieu à l'automne 2022, nous avons rencontré à l'hiver 2023 une chercheuse impliquée à la Ligue des droits et libertés, la Coalition on Homelessness - notre regroupement homologue à San Francisco - ainsi que le RSIQ afin d'avoir différentes perspectives sur des enjeux possibles avec le déploiement de l'accès coordonné.

Rassemblant les informations, discussions et décisions récoltées au courant des dernières années, nous avons brossé un historique des faits ainsi qu'une synthèse de notre positionnement en tant que regroupement. Nos représentations au sein du comité de pilotage sur l'accès coordonné

se sont faites dans une perspective de droits des personnes, de respect de l'autonomie des groupes et de la spécificité régionale ainsi que dans l'objectif que l'outil développé ait une réelle utilité pour les personnes et les organismes.

Atelier Connaître le RAPSIM

Le 8 décembre 2022, le RAPSIM a tenu l'atelier *Connaître le RAPSIM*. 13 personnes de 10 organismes différents ont participé. L'atelier permet de former les nouveaux employé·es des membres sur l'historique, le rôle et la mission du RAPSIM, sur l'approche globale qui est centrale au regroupement, ainsi que sur la définition de l'itinérance et les dossiers qui sont au cœur de notre plan d'action 2022-2025. Plusieurs personnes ont rejoint le groupe Facebook d'intervenant·es du comité logement suite à l'atelier.

Échange sur le budget provincial

Une rencontre Zoom a été organisée le 22 mars 2023, permettant de démystifier avec les membres intéressé·es les faits saillants du budget provincial. Des représentant·es de 3 organismes membres étaient présent·es.

Assemblée générale annuelle du 9 juin 2022

Le 9 juin 2022 en avant-midi, 44 personnes en provenance de 31 organismes membres ont participé à l'assemblée générale annuelle du RAPSIM qui s'est tenue au Centre culturel Georges-Vanier.



Assemblée générale annuelle

Conseil d'administration

L'année 2022-2023 marque la fin du 3^e mandat de Martin Pagé à titre de président du RAPSIM, après 6 ans d'engagement soutenu au sein de notre regroupement. Nous souhaitons le remercier, lui et son organisme Dopamine, pour tout le temps consacré aux actions et aux orientations du RAPSIM depuis 2016.

Encore cette année, le RAPSIM a pu compter sur l'implication soutenue des membres du conseil d'administration. En plus des neuf assemblées ordinaires du CA, les administrateur·rices ont également été amené·es à s'impliquer au sein

de différents comités de travail du RAPSIM et à alimenter l'équipe de la permanence dans la mise en œuvre de plusieurs actions. Les membres du conseil ont aussi pris part à plusieurs rencontres de représentations. Cette implication constitue une grande richesse pour le RAPSIM et montre la force de notre Réseau.

Nous tenons également à remercier Bruno Ferrari de l'organisme Vilavi, qui a accepté de se joindre en cours d'année au Conseil d'administration, mais qui ne sollicitera pas de mandat à l'assemblée. Nous sommes conscient·es que l'implication au sein du conseil d'administration du RAPSIM demande un temps que tous les organismes n'ont pas la possibilité de mettre à notre disposition, devant prioriser le travail au sein de leur propre organisation.

- 9 assemblées du conseil d'administration
- 900 heures d'implication des administrateur·rices dans les dossiers et actions du RAPSIM

Au 31 mars 2023, le conseil d'administration du RAPSIM était formé de :

Martin Pagé, président
Dopamine

Julie Chevalier, vice-présidente
Les Maisons de l'Ancre

Sébastien Lanouette, secrétaire
Ressources jeunesse Saint-Laurent (RJSL)

René Obregon-Ida, trésorier
RAP Jeunesse

Marie-Noëlle L'Espérance, administratrice
Dans la rue

Robert Brunet, administrateur
ADDS-MM

Tania Charron, administratrice
AJOI

Mireille Roy, administratrice
La Maison Marguerite

Bruno Ferrari, administrateur
Vilavi Québec



Participation du RAPSIM à la campagne « Ne les oubliez pas » du RSIQ (voir page 13)

CONCERTATION

Implications du RAPSIM dans des tables/concertations/projets portés par les partenaires

Projet Perspectives féministes sur le profilage et les discriminations policières de la TGFM

- 7 rencontres
- 8 participantes provenant de 7 groupes communautaires

En février 2022, la Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM) a commencé un projet pour connaître l'expérience des femmes ou des personnes perçues comme femmes avec les services de police, de sécurité privée et de la Société de transport de Montréal (STM). Le RAPSIM a été invité à siéger au comité de pilotage pour s'assurer que les besoins et les réalités des femmes en situation d'itinérance soient pris en compte. Suite à un sondage traduit dans plusieurs langues et partagé de diverses manières afin de rejoindre un large panel de femmes, plus de 500 réponses ont été collectées. Des groupes de discussion ont aussi été réalisés notamment avec des femmes de Passages et Stella.

Nous avons beaucoup échangé avec les autres groupes présents sur le comité de pilotage et nous avons contribué à la recherche documentaire et à la revue de la littérature.

Le 31 mai 2023 en matinée, des résultats qui découlent de ce projet seront présentés aux membres de la TGFM lors de leur assemblée générale. Nous y serons pour recueillir les premières impressions.

L'événement de pensée systémique «Habiter la rue: repenser notre réponse à l'itinérance»

Le RAPSIM a été partenaire et a contribué à l'organisation de l'événement de pensée systémique «Habiter la rue: repenser notre réponse à l'itinérance» visait à ouvrir le dialogue avec des personnes qui habitent ou ont habité la rue et des acteurs issus de différentes instances, en adoptant un point de vue holistique face au phénomène. Ce fut aussi l'occasion pour Caroline Leblanc de présenter les résultats préliminaires de sa recherche ethnographique critique portant sur la (non)réponse aux besoins de santé des personnes qui habitent la rue et qui n'ont pas recours aux refuges.

Comité Cohabitation et Marginalités urbaines de l'UQAM (CMU-UQAM)

- 5 rencontres du comité
- 1 groupe membre participant

Cette année, pour répondre aux enjeux de cohabitation sociale à l'intérieur de ses murs et de ses environs, l'école de travail social de l'UQAM a mis en place le comité Cohabitation et marginalités urbaine UQAM avec plusieurs acteurs de l'institution, CACTUS Montréal et le RAPSIM. Ce comité a donné lieu à des échanges intéressants entre divers acteurs aux intérêts parfois divergents au sein de l'UQAM, tout en mettant en lumière des enjeux de cohabitation sociale qui se vivent à travers tout le territoire montréalais tel que l'accès à des toilettes publiques par exemple.



Comité Police et mécanismes de surveillance des pratiques policières de la Ligue des Droits et Libertés

- 5 participations aux rencontres du comité
- 1 prise de parole lors d'une conférence de presse

Cette année, les caméras corporelles pour les policiers, le projet de loi 14, la déontologie policière et les interpellations policières ont été abordés dans le comité. Ce dernier sujet a d'ailleurs mené à la publication de l'outil 10 questions & réponses sur les interpellations policières au Québec : Une pratique à interdire et d'une conférence de presse à laquelle a pris parole RAPSIM pour accentuer l'impact disproportionné des interpellations policières sur les personnes en situation de marginalité urbaine.

Table de concertation jeunesse itinérance du Centre-Ville de Montréal

- 4 rencontres

Le RAPSIM a participé tout au long de l'année aux rencontres de la Table de concertation jeunesse itinérance du Centre-Ville, qui regroupe une dizaine d'organismes membres et permet à l'équipe d'être nourrie des enjeux qui touchent les jeunes en situation d'itinérance sur le territoire du Centre-Ville. Cette instance a aussi permis d'avoir des discussions avec plusieurs de nos membres sur des enjeux plus larges, touchant entre autres les jeunes, mais pas exclusivement.

Coalition Jeunes+

- 5 rencontres du comité de pilotage
- 3 rencontres du comité communication
- 15 heures pour la création d'un site web et d'une infolettre

Depuis sa création en 2018, le RAPSIM est membre du comité de pilotage de la Coalition Jeunes+ dont le mandat est de faire avancer la lutte à l'itinérance jeunesse par une mobilisation concertée et constructive des principaux acteurs afin de prévenir et réduire collectivement l'itinérance chez les jeunes.

Cette année, les rencontres du comité de pilotage ont notamment porté sur le suivi du plan d'action de la Coalition Jeunes + divisé en 5 axes. Nous participons aussi activement au comité Communication qui travaille sur la création d'une infolettre et de son site web dont la sortie est prévue fin avril.

Nous avons participé à la rencontre de suivi de la recherche Prévention Itinérance Jeunesse (PIJ) avec Sue-Ann MacDonald le 20 février 2023. Les résultats et la définition préliminaire de l'itinérance jeunesse issus de la recherche nous ont été présentés.



Forum sur l'itinérance et les besoins des migrant-es à statut précaire co-organisé avec Foyer du Monde (voir page 24)

Nuit des sans-abri de Montréal (NSA MTL)

- 25 rencontres de comités

La 33e édition de la Nuit des sans-abri du 21 octobre 2022 fut l'édition de reprise après deux années d'absence dans sa formule traditionnelle. Pour soutenir ce retour, deux membres de l'équipe de travail du RAPSIM ont assuré la co-ordination de l'évènement. Nous avons pu compter sur l'implication de 15 travailleur-euses communautaires au sein des différents comités, en plus du soutien d'une quinzaine de bénévoles. Au total, ce sont des représentant-es de 27 organismes membres du RAPSIM qui ont contribué autant à l'organisation qu'à la réalisation de la NSA MTL 2022. Entre 800 et 1000 personnes ont participé aux diverses activités de la Nuit. On pouvait y retrouver des kiosques de sensibilisation, une tente de premiers soins, une offre alimentaire offerte à tous et toutes, une programmation de spectacle toute la soirée, une exposition d'art et une distribution de vêtements chauds.

Comité de pilotage de la recherche du Conseil québécois LGBT (CQ-LGBT)

- 3 rencontres du comité de pilotage

Le RAPSIM est membre du comité de pilotage de la recherche du CQ-LGBT pour dresser un premier portrait large des besoins des organismes afin de mieux desservir les personnes 2SLGBTQIA+ en situation d'itinérance ou d'instabilité résidentielle ou à risque de le devenir. Nous avons notamment collaboré à l'écriture des questions ou encore à réfléchir à sa diffusion. Cette recherche s'appuie sur un sondage en ligne. Un forum est prévu pour présenter les résultats de cette recherche et aussi tisser des liens entre les organismes en itinérance et les organismes 2SLGBTQIA+ à l'automne 2023.



Présence du RAPSIM lors du passage du char allégorique du FRAPRU dans le sud-ouest (voir page 22)

Autres participations du RAPSIM à des événements organisés par nos membres et partenaires

5 à 7 des partenaires d'En Marge 12-17, 5 mai 2022

Lancement de la nouvelle roulotte de *Dans la Rue*, 18 mai 2022

Visite de Lionel Carmant aux Maisons de l'Ancre, 21 juin 2022

Journée internationale de sensibilisation aux surdoses, 31 août 2022

Blitz de Spectre de Rue, 5 octobre 2022

Inauguration de la nouvelle ressource de Maison Tangente, 14 octobre 2022

Vigile de solidarité organisée dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre le SIDA du 1er décembre 2022

Nuit des Sans Papiers, 18 mars 2023

Mobilisations en solidarité avec le mouvement d'action communautaire autonome

Comité des délégué-es de regroupements sectoriels montréalais en santé et services sociaux

- 9 rencontres de comité, dont 1 journée consacrée à la répartition PSOC et 1 lac à l'épaule

Réunissant le RIOCM, le RAFSSS, DéPhy Montréal, le CRADI, COMACO, Le RACOR en santé mentale, la TOMS et le RAPSIM, ce comité assure une vigie sur les processus de répartition des fonds sectoriels par le MSSS et agit comme protecteur de l'ACA. Le comité est également un espace important de mise en commun des enjeux sectoriels et intersectoriels et d'entraide mutuelle dans nos luttes diverses. De plus en plus, le comité souhaite faire des représentations conjointes auprès du MSSS et des ministres responsables.



Comité des délégué-es de regroupements sectoriels montréalais en santé et services sociaux

Thématiques et dossiers majeurs du comité des délégué·es

- Financement, reddition de compte, autonomie d'action des groupes, enjeux au niveau de la vie démocratique, associative et collective des organismes;
- Travaux entourant le rehaussement de la subvention PSOC à la mission globale, soit 5M\$ pour Montréal;
- Actions conjointes sur la méthode de répartition du rehaussement, notamment en ce qui concerne le respect du Cadre régional de gestion du PSOC;
- Travaux en continu avec le Service régional du CCSMTL afin d'officialiser différents processus entourant le financement (exemple: seuils planchers, répartition, etc.);
- Discussions sur les impacts du contexte post-pandémie sur les groupes;
- Discussions sur la révision du PSOC, le nouveau cadre normatif et les impacts sur les groupes.

Actions organisées avec le FRACA Montréal

C'est en 2022-2023 que s'est terminée la deuxième phase de la campagne Engagez-vous pour le communautaire! organisée par le FRACA Montréal (Front régional pour l'action communautaire autonome de Montréal), une coalition montréalaise de plusieurs regroupements communautaires. C'est en lien avec cette campagne que le comité de coordination (coco) du FRACA dont le RAPSIM fait partie s'est particulièrement investi cette année.

Les élections provinciales n'ont donc pas passé sous silence puisqu'une manifestation nationale a été co-organisée par le FRACA Montréal et le RQ-ACA le 29 septembre 2022. Ce rassemblement avait pour but de mettre de l'avant les revendications du milieu communautaire autonome, soit hausser le financement à la mission des organismes communautaires et respecter leur autonomie, réinvestir massivement dans les programmes sociaux et les services publics, instaurer une fiscalité plus progressive et en taxant la richesse et faisant progresser la démocratie et les droits de la personne dans une optique de justice sociale. Plusieurs représentant·es d'organismes membres du RAPSIM étaient présent·es lors de cet événement mobilisateur qui a rassemblé plus de 2000 personnes.

Dans le cadre de cette même campagne, le coco du FRACA a invité les groupes communautaires à envoyer un décret communautaire au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale Chantal Rouleau mentionnant leurs revendications en lien avec le budget 2023 du gouvernement du Québec. Plusieurs membres du RAPSIM ont répondu à l'appel.

Une activité de *drop de décrets* ayant pour thème *le jour de la marmotte* a eu lieu le 2 février aux bureaux de la ministre à Pointe-Aux-Trembles pour déposer l'ensemble des 41 décrets communautaires produits par des groupes montréalais. Bien que nous n'ayons malheureusement pas pu remettre les décrets en mains propres à Mme Rouleau, l'ambiance était festive et plusieurs groupes - dont certains membres du RAPSIM - se sont mobilisés.

Justice climatique et sociale

Les personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être étant déjà les plus touchées par les conséquences de la crise climatique et les inégalités sociales tout comme les manières de répondre aux changements climatiques mises en place par les gouvernements pouvant contribuer à la dégradation de leurs conditions de vie, notamment par le phénomène d'éco-gentrification, le RAPSIM a accentué sa présence au sein du mouvement pour la justice climatique et sociale cette année avec l'aide de ses alliés communautaires. Notamment, le RAPSIM a pris la parole lors d'une allocution de fin de manifestation le 23 septembre 2022 dans le cadre de la Grève mondiale pour la justice climatique et a soutenu l'organisation de la manifestation montréalaise pour la justice climatique et sociale du 24 février 2023, notamment en coordonnant une soupe populaire offerte par MultiCaf et servie par l'ADDS-MM et en mobilisant près d'une dizaine de groupes.

Réseau Solidarité Itinérance du Québec (RSIQ)

Malgré les anicroches des dernières années (voir page 22 du rapport d'activité 2020-2021 du RAPSIM et page 31 du rapport d'activité 2021-2022 du RAPSIM), le Conseil d'administration ainsi que la directrice du RAPSIM ont maintenu la mobilisation des membres et de la permanence au sein de la vie associative du national. Nous avons participé à la campagne État d'urgence en itinérance - Empêchons que des gens meurent de froid!. Nous avons aussi pris part aux rencontres entre les exécutifs, participé aux comités internes, aux assemblées des membres, à la campagne de lettres aux élu·es provinciaux dans le cadre des mesures hivernales, aux consultations de la planification stratégique et plus récemment

délégué à nouveau notre représentante pour siéger au CA du RSIQ. Ce dernier a toutefois refusé sa cooptation, décision prise en « connaissance de cause des problématiques qu'elle pourra causer en termes de collaboration entre le RAPSIM et le RSIQ ». Depuis le 22 février dernier, les communications entre nos instances respectives ainsi que nos participations au sein de la vie associative du RSIQ sont suspendues, le temps de permettre aux membres, lors de l'AGA du 1er juin 2023, de se positionner face aux répercussions de cette décision sur la représentation de notre région au sein du RSIQ.



Activité drop de décrets devant les bureaux de la ministre Rouleau (voir page 33)

COMMUNICATIONS

Le volet communication est un pan important du travail du RAPSIM c'est un des moyens incontournable à notre disposition pour sensibiliser les élu·es, et les citoyen·nes aux différentes réalités et besoins des personnes en situation d'itinérance à Montréal. Nos communications sont également essentielles en termes de vie associative, nous mobilisons, et offrons ainsi des outils de sensibilisation et de vulgarisation qui peuvent être récupérés par les organismes de bases.

Nous constatons que le chantier ADS+ a eu une incidence sur les communications du RAPSIM et sur les réflexes que nous avons de nous assurer que les besoins et réalités des femmes sont plus visibles, par exemple à travers les exemples choisis pour illustrer une situation. Ces changements d'apparences mineures auront des répercussions à moyen et long termes.

Le RAPSIM sur les réseaux sociaux

Cette année, nous avons poursuivi notre engagement à rejoindre le plus de gens possible en se mobilisant sur nos réseaux sociaux. En mars 2023, la page Facebook comptait **8 200 et quelques abonné·es, une augmentation de 1 698 abonné·es.**

Comme mentionné précédemment, l'épisode 4 de la web-série Les murs qui nous habitent est la publication avec laquelle les internautes ont le plus interagi.

La lettre ouverte sur le dénombrement est la publication la plus populaire en fait de couverture. **C'est plus de 9 400 vues, 262 réactions, 84 partages.**

Notre Instagram a aussi été très actif. **1 641 personnes ont vu nos publications.** Parmi nos grandes réussites, les séries de vignettes informatives et de sensibilisation. Les personnes âgées en situation d'itinérance, l'approche globale, l'itinérance des femmes et l'insécurité alimentaire en itinérance ont été les sujets discutés.

C'est sur Twitter que le RAPSIM a vécu les plus

grands changements avec **une augmentation de 1 636% de visibilité pour nos tweets.**

Actions dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes

Le RAPSIM a tenu à souligner l'invisibilité des femmes en situation d'itinérance lors du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes. Nous avons créé et partagé une série de 13 vignettes de sensibilisation aux dénis de droits et aux besoins spécifiques des femmes en situation d'itinérance. Celles-ci abordent les raisons qui font que les femmes sont moins visibles dans l'espace public ainsi que les enjeux spécifiques qu'elles vivent en lien avec la santé, le logement, l'égalité, le revenu et la sécurité. Diffusées sur nos réseaux sociaux, à travers notre réseau-info et sur notre site web.

Chroniques dans *L'itinéraire*

18 chroniques ont été écrites dans *L'itinéraire* au cours de l'année. Ces chroniques servent notamment à informer et à sensibiliser les lecteurs et lectrices de ce journal sur les réalités de l'itinérance. Cette année, l'équipe du RAPSIM a voulu donner la voix le plus souvent possible aux membres pour qu'ils puissent faire connaître des enjeux propres à leurs ressources.

- L'aide sociale au Québec: un programme qui ne permet pas de sortir de la pauvreté, *Maison Marguerite, Auberge Le Tournant et RAPSIM*, 1er mai 2022
- Diversité sexuelle et pluralité des genres et itinérance - encore beaucoup de chemin à faire en matière d'accès aux ressources et de respect des droits de la personne, *Conseil québécois LGBT et RAPSIM*, 15 mai 2022
- Le pouvoir du lien en travail de rue, *Dopamine*, 1er juin 2022
- Les refuges pour autochtones à Tio'tià : ke / Montréal: plus que jamais nécessaires!, *Projets Autochtones du Québec, RÉSEAU de la communauté autochtone et RAPSIM*, 15 juin 2022
- Itinérance et santé mentale : ni œuf ni poule!, *RAPSIM*, 15 juillet 2022
- Comment verdier sans exclure?, *RAPSIM*, 1er août 2022
- Parler de surdose pourrait sauver une vie!, *Association Québécoise pour la Promotion de la Santé des Personnes qui Utilisent des Drogues (AQPSUD)*, 15 août 2022
- Pour qu'on nous considère, votons comme moyen de pression!, *ADDS-MM, RAPSIM, Sidalys et militant-es*, 1er septembre 2022
- L'itinérance au temps de la crise du logement, *RAPSIM*, 1 octobre 2022
- La Nuit des sans-abri ou sensibiliser pour mieux transformer!, *RAPSIM*, 15 octobre 2022
- Projet d'observation des drogues et des surdoses, *Table des organismes communautaires montréalais de lutte contre le VIH/sida (TOMS)*, 1er décembre 2022
- Pas une de plus! : Identifier la violence conjugale pour la prévenir, l'affaire de tous-tes, *La Maison Grise*, 15 décembre 2022
- Bonne année 2023, *RAPSIM*, 1er janvier 2023
- Pour le droit au logement des personnes en situation d'itinérance!, *RAPSIM*, 15 février 2023
- Le RAPSIM, c'est quoi?, *RAPSIM*, 1er mars 2023
- Sans toit, mais avec les mêmes droits que toi, *RAPSIM*, 15 septembre 2022
- Le VIH, une épidémie qui dure..., *Sidalys*, 15 novembre 2022
- Brutalité de la police : un enjeu toujours d'actualité, *RAPSIM*, 15 mars 2023

Revue de presse

- Le Journal de Montréal, 31 mars 2023: Quand l'économie est plus importante que l'humain
- Le Journal de Montréal, 31 mars 2023: Sans-abri avec 235 amendes: la police de Montréal avait été alertée dès 2020
- La Presse, 23 février 2023: Lutte contre le profilage racial et social : Pas besoin de baguette magique
- Radio-Canada, Ici Radio, émission Le 15-18 du 16 février 2023: Soutien aux personnes vulnérables dans le quartier Centre-Sud : Annie Savage
- La Presse, 15 février 2023: Place Émilie-Gamelin Valérie Plante condamne l'« absence » des services sociaux
- Noovo info, 15 février 2023: La Ligue des droits et libertés exige l'interdiction des «street checks» au Québec
- Le Journal de Montréal, 14 février 2023: «Le monde ne veut plus venir dans le Village, ils ont peur»
- Le Devoir, 4 février 2023: Montréal doit agir pour loger les itinérants
- La Presse, 2 février 2023: Refuges pour sans-abri : Vague de froid, vague d'inquiétude
- Radio-Canada, Ici Télé, segment du Bulletin d'information du 1er février 2023, à partir de 00:13:20: Ouverture de deux haltes chaleurs à Montréal
- La Presse, 29 décembre 2022: Migrants sans logis, refuges sous pression
- Journal Métro, 29 novembre 2022: Confusion autour du budget de Montréal consacré à l'itinérance
- Le Journal de Montréal, 28 novembre 2022: Itinérance: «Les gens vont mourir de froid», dit une intervenante
- La Presse, 23 novembre 2022: Itinérance au Palais des congrès, Les commerçants exaspérés
- Noovo, 17 novembre 2022: À l'arrivée de l'hiver, il manque de places pour les sans-abris à Montréal
- Pivot, 16 novembre 2022: Itinérance en hiver : les autorités encore mal préparées
- Pivot, 16 novembre 2022: Et si c'était toi qui devais passer la nuit au grand froid?
- Le Journal de Montréal, 31 octobre 2022: Anna et Arnaud : L'itinérance au-delà des préjugés
- Le Devoir, 11 octobre 2022: Des refuges pour personnes itinérantes déjà bondés à Montréal
- Pivot, 11 octobre 2022: Dénombrement de l'itinérance visible : compter sans vraiment comprendre
- Pivot, 30 septembre 2022: Élections : donner la voix aux personnes en situation d'itinérance

- La Presse, 14 août 2022: Perdre son HLM, une porte directe pour la rue
- Journal Métro, 15 septembre 2022: «Les murs qui nous habitent»: lancement d'une web-série sur le logement social
- La Presse, 23 juillet 2022: Un agent de liaison en déni des droits
- Radio-Canada, Ici télé, segment du Téléjournal Montréal de 18h, 22 juillet 2022: Payé pour démanteler des campements
- Radio-Canada, 22 juillet 2022: Montréal veut embaucher un coordonnateur pour le démantèlement des camps de fortune
- CBC News, 21 juillet 2022: Montreal looks to hire someone to oversee dismantling of homeless encampments
- Le Devoir, 15 juillet 2022: Se cacher pour vivre
- Montreal Gazette, 3 juillet 2022: Lachine Canal camping event called off after outcry over 'double standard'
- Le Devoir, 29 juin 2022: Du camping à Montréal? Oui, dit le Canada, pour 108\$ la nuit
- Le Noovo, 21 juin 2022: Le démantèlement d'un camp de fortune, vu de l'intérieur
- CTV News Montreal, 16 juin 2022: Some Montreal moving companies facing 'real labour crunch' as July 1 nears
- Journal Métro, 6 mai 2022: Manifestation devant une maison de chambres à Ville-Émard



Forum sur l'itinérance et les besoins des migrant-es à statut précaire co-organisé avec Foyer du Monde (voir page 24)



Rencontre avec Chantal Rouleau dans le cadre de la campagne électorale (voir page 12)

RAPSIM

Réseau d'aide aux personnes seules
et itinérantes de Montréal